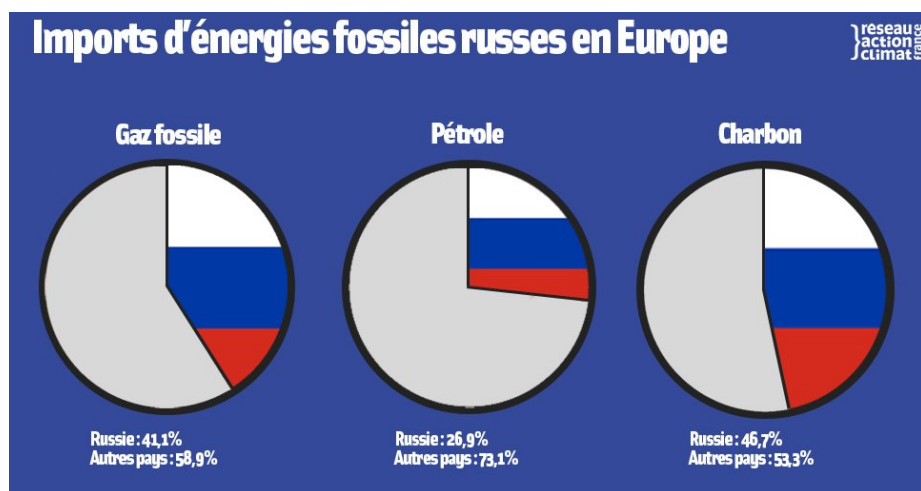


## 7 mesures pour une Europe résiliente et souveraine

La guerre déclenchée par la Russie en Ukraine et la flambée des prix de l'énergie soulignent l'**extrême vulnérabilité des Européens et leur dépendance aux énergies fossiles**. Le développement insuffisant des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Europe, et la dépendance de l'Union européenne à des fournisseurs extérieurs l'empêchent de maîtriser les prix de l'énergie<sup>1</sup>. **41,1 % du gaz fossile, 26,9 % du pétrole et 46,7 % du charbon consommés en Europe proviennent de Russie**<sup>2</sup>. Les dirigeants russes ne se cachent pas d'utiliser le levier énergétique dans le rapport de force avec l'Europe<sup>3</sup>. Plus généralement, l'Union européenne importe 90 % du gaz fossile et 97 % du pétrole qu'elle consomme.



### Cette dépendance a un prix :

- **L'affaiblissement de la souveraineté européenne** : chaque jour, les Européens font un chèque d'environ 900 millions d'euros pour l'importation de gaz fossile et de pétrole à la Russie. Les recettes alimentent indirectement le budget militaire russe<sup>4</sup>. L'Europe, par sa dépendance, finance la guerre au lieu de financer sa transition écologique.
- **L'explosion de la précarité énergétique en Europe** : la flambée des prix de l'énergie pourrait faire basculer 80 millions d'Européens dans la précarité énergétique. Les factures des ménages ont augmenté en moyenne de 51 % pour le gaz fossile et 30 % pour l'électricité<sup>5</sup>. Le prix du baril de pétrole, quant à lui, a bondi à 130 dollars, le plus haut niveau depuis 2012.
- **La hausse des prix de l'alimentation, des céréales et des engrais** : une menace pour le secteur de l'élevage, de l'agriculture et du secteur alimentaire européen dans son ensemble.
- **L'exacerbation de la crise climatique** : les énergies fossiles sont les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre. Elles alimentent la crise climatique.

<sup>1</sup> IDDRI, Andreas Rudinger, [Hausse des prix des énergies. Quelles évolutions ? Quelles explications ? Et quelles conséquences pour les consommateurs et les politiques de transition écologique ?](#) IDDRI, 2021

<sup>2</sup> Commission européenne, [From where do we import energy?](#), 2019

<sup>3</sup> [Déclaration](#) de Dmitri Medvedev suite à la suspension du projet Nord Stream II par l'Allemagne

<sup>4</sup> <https://www.globalsecurity.org/military/world/russia/mo-budget.htm>

<sup>5</sup> Euractiv, [LEAK: Energy prices will 'remain high and volatile until at least 2023', EU Commission says](#), 2022

## La guerre en Ukraine doit être un électrochoc

Certains États membres réfléchissent à rouvrir des centrales à charbon ou à investir massivement dans des terminaux de gaz naturel liquéfié pour limiter la dépendance au gaz fossile russe et renforcer l'approvisionnement venant du Qatar ou des États-Unis. D'autres comme la France parie sur le nucléaire, dont les nouveaux réacteurs ne seraient opérationnels que d'ici 15 ans au mieux. Un choix qui ne répond pas à l'urgence et dont l'actualité rappelle la dangerosité. Dans sa récente communication<sup>6</sup>, la Commission européenne a indiqué que l'Union européenne devrait sortir des énergies fossiles importées de Russie « bien avant 2030 ». Même s'il est essentiel à très court terme de priver le régime russe des revenus liés aux hydrocarbures, **remplacer une énergie fossile et une dépendance russe par une autre se révélerait une impasse pour l'Europe à moyen terme.**

Au contraire, la transition écologique est la solution pour rendre l'Europe plus résiliente et souveraine en rompant avec notre dépendance vis-à-vis du pétrole, du gaz fossile et du charbon. Les Européens ont toutes les cartes en main grâce **au Green Deal européen et au paquet climat européen « Fit for 55 »**. Ils doivent **accélérer les négociations et en amplifier l'ambition, en particulier sur les chantiers indispensables à la souveraineté énergétique** : développement accru des énergies renouvelables et massification de l'efficacité énergétique ou encore fin de vente des véhicules essences, diesels et hybrides neufs d'ici à 2030. Sur le court-terme, les États membres devront amortir le choc pour les ménages les plus modestes en **redistribuant les profits exceptionnels réalisés par les énergéticiens en raison de la hausse des prix de l'énergie**. Enfin, afin de financer les grands chantiers de la transition, **l'Europe doit lever les freins à l'investissement « vert » dans les États membres**, notamment à travers une révision des règles budgétaires européennes.

## 1. La sobriété pour réduire rapidement notre consommation

La sobriété est une politique applicable rapidement à grande échelle pour permettre des économies d'énergie importantes, permettant d'accroître l'autonomie de l'Europe. Ces mesures permettent aussi de pallier la hausse des prix de l'énergie et donc de limiter l'impact sur les ménages. **Bien que certaines mesures soient du ressort des citoyens, ce sont aux États de prendre la plus grande part des efforts de sobriété en mettant en place des politiques incitatives, notamment vis-à-vis des plus grands consommateurs d'énergies :**

- **Favoriser la baisse de la température de 1°C où cela est possible** : comme le suggère l'Agence Internationale de l'Énergie, l'ajustement de la température de 1°C chez les particuliers<sup>7</sup>, qu'ils soient chauffés au gaz fossile ou à l'électrique, réduirait la demande de gaz de 10 milliards de m<sup>3</sup> par an. Cette mesure pourrait en priorité s'appliquer aux entreprises, avec par exemple l'installation de régulateur dans les bureaux. Cela implique également de sensibiliser les citoyens. De façon plus générale, des outils existent déjà dans certains États membres, tel que Ecowatt porté par RTE<sup>8</sup> en France, pour prévenir des tensions sur le réseau

<sup>6</sup> Commission européenne, « RePowerEU: Joint European action for more affordable, secure and sustainable energy », 8 mars 2022. [https://energy.ec.europa.eu/repowerEU-joint-european-action-more-affordable-secure-and-sustainable-energy\\_en](https://energy.ec.europa.eu/repowerEU-joint-european-action-more-affordable-secure-and-sustainable-energy_en)

<sup>7</sup> Agence internationale de l'Énergie, [A 10-Point Plan to Reduce the European Union's Reliance on Russian Natural Gas](#), 3 mars 2022

<sup>8</sup> RTE, <https://www.monecowatt.fr/>

électrique. Ceux-ci peuvent être utilisés afin de prévenir les consommateurs qu'une baisse de consommation est possible à certains moments (ou du moins un décalage des usages lorsque la situation est tendue sur le réseau).

- **Favoriser le train plutôt que l'avion dès que cela est possible** : l'avion est un mode de transport extrêmement polluant et donc extrêmement consommateur de carburant. La consommation par passager en classe économique est d'environ 25 litres par heure de vol, tandis que la consommation par passager en classe dite « affaires » est 3 à 5 fois plus élevée. Soit une consommation pouvant atteindre près de 125 litres par heure selon le Shift Project<sup>9</sup>. Pourtant, le transport ferroviaire est déjà en mesure de remplacer l'avion sur l'ensemble des trajets réalisables en moins de 5h de train<sup>10</sup>. Au niveau européen, un tiers des vols les plus empruntés disposent d'une alternative en moins de 6h<sup>11</sup>.
- **Baisser la vitesse de circulation** : la seule diminution de la vitesse sur autoroute de 130 km/h à 110 km/h permet de réduire la consommation de carburant de 25 %<sup>12</sup>.
- **Privilégier le covoiturage** : en semaine, les 3/4 des déplacements automobiles en France sont réalisés sans passager, et 1/5 avec un seul passager selon l'Ademe<sup>13</sup>.
- **Réduire la dépendance à la voiture en soutenant l'utilisation d'autres modes de transport** : en parallèle des mesures de soutien à destination des ménages les plus modestes dépendants de la voiture, de nombreuses mesures pourraient être prises pour soutenir l'utilisation d'autres modes de transports comme le vélo ou les transports collectifs :
  - renforcement de l'offre de transport en commun et ferroviaire et mise en place d'une formule d'abonnement exceptionnelle.
  - incitation aux déplacements domicile-travail sans voiture grâce à l'obligation pour les employeurs de mettre en œuvre le forfait mobilités durables.
  - aide exceptionnelle à l'achat et à la réparation de vélo, ouverture de la prime à la conversion aux vélos dans les mêmes conditions que la prime à la conversion automobile.

## 2. Une taxe sur les dividendes des énergéticiens pour compenser le surcoût pour les ménages les plus vulnérables

Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, 55 milliards d'euros sont nécessaires pour atténuer l'impact de la crise des prix de l'énergie sur les consommateurs les plus précaires<sup>14</sup>. Cette crise a gonflé les gains des énergéticiens : ils pourraient atteindre 200 milliards d'euros en 2022<sup>15</sup>, voire davantage si les prix du gaz fossile et de l'électricité restent aussi hauts et volatiles, comme le craint la

<sup>9</sup> The Shift Project, « [Crise\(s\), climat : préparer l'avenir de l'aviation - Propositions de contreparties à l'aide publique au secteur aéronautique et à l'aviation](#) », 27 mai 2020

<sup>10</sup> Réseau Action Climat, « [Le train peut-il absorber les voyageurs des lignes aériennes intérieures en France ?](#) », 2021.

<sup>11</sup> Greenpeace, « [Remettre l'Europe sur les rails](#) », 27 octobre 2021.

<sup>12</sup> Négawatt, « [La sobriété énergétique - Pour une société plus juste et plus durable](#) », 2018.

<sup>13</sup> ADEME, [La mobilité de demain ? Une affaire qui roule \(et qui marche\)](#).

<sup>14</sup> Agence internationale de l'Énergie, [A 10-Point Plan to Reduce the European Union's Reliance on Russian Natural Gas](#), 3 mars 2022.

<sup>15</sup> *Ibid.* p. 8

Commission européenne<sup>16</sup>. La proposition de mettre en place à l'échelle nationale une **taxe exceptionnelle sur les profits liés à la hausse des prix de l'énergie**, portée notamment par la Commission européenne et l'Agence internationale de l'Énergie, permettrait de redistribuer ces gains supplémentaires aux ménages les plus précaires pour compenser la hausse des prix et le cas échéant les aider à sortir de leur dépendance aux énergies fossiles.

- Cette taxe exceptionnelle s'appliquerait **aux gains supplémentaires des énergéticiens liés à la hausse des prix de l'énergie** et serait **fonction des investissements réalisés**. Une entreprise énergétique aura le choix soit d'investir l'intégralité de ses profits supplémentaires dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Europe, soit de payer la taxe. Si une énergie a partiellement investi ces profits dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, alors la taxe devra être modulée.
- **Une allocation de compensation pourrait être versée à 50 % des Européens les plus pauvres se situant** en dessous du revenu médian européen se chauffant au fioul domestique ou au gaz fossile et dépendant d'une voiture essence ou diesel pour la mobilité. Cette allocation au niveau national devrait être adaptée en fonction des revenus médians des différents pays européens et de l'impact de l'augmentation des prix de l'énergie. À titre informatif, elle serait estimée en moyenne à 300 € par Européen<sup>17</sup>. Une estimation qui à ce stade ne prend pas en compte les conséquences particulières de chaque État membre. En France, elle devrait contribuer à alimenter le chèque énergie et un chèque mobilités. Ce dernier devrait cibler les ménages les plus modestes tout en intégrant un critère de dépendance à la voiture. Il pourrait compenser le surcoût de l'augmentation brutale du prix du carburant routier ou réduire la dépendance à la voiture en soutenant l'utilisation d'autres modes de transport : vélo, transports en commun, etc.

### 3. Les énergies renouvelables comme socle de l'indépendance énergétique européenne

L'Europe pourrait économiser 136 milliards d'euros d'importation de gaz fossile, de pétrole, et de charbon d'ici à 2030<sup>18</sup> si elle atteignait 40 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique en 2030. La proposition du rapporteur Markus Pieper (PPE, DE) d'augmenter cet objectif de 40 à 45 % au regard du contexte montre qu'une accélération du déploiement des énergies renouvelables peut faire consensus en Europe. L'Europe peut atteindre au moins **50 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique en 2030**. Cet objectif doit être inscrit dans la Directive énergies renouvelables et décliné en objectifs (et sous-objectifs contraignants). Pour l'atteindre :

- **Fluidifier et faciliter les procédures de développement des énergies renouvelables** par une simplification administrative, mais sans diminution des critères de durabilité, et le

<sup>16</sup> Commission européenne, « RePowerEU: Joint European action for more affordable, secure and sustainable energy », 8 mars 2022. [https://energy.ec.europa.eu/repowereu-joint-european-action-more-affordable-secure-and-sustainable-energy\\_en](https://energy.ec.europa.eu/repowereu-joint-european-action-more-affordable-secure-and-sustainable-energy_en)

<sup>17</sup> Pour une population de 447,218 millions d'Européens en 2017, à laquelle on enlève 81,182 millions de jeunes de moins de 18 ans (366,036 millions). La médiane des Européens âgés de plus de 18 ans est de 183,018 millions. Pour une allocation qui touche la moitié inférieure du salaire médian européen, on a : 55 mds/183 m = 300,52 €

Source Eurostat 1 : [Data Browser - Eurostat](#)

Source Eurostat 2 : [Data Browser - Eurostat](#)

<sup>18</sup> Commission européenne, [Etude d'impact sur la directive énergies renouvelables](#), 2021

développement des moyens consacrés à l’instruction des projets d’énergie renouvelable électriques ou de gaz renouvelable. L’AIE estime un gain possible jusqu’à 20 TWh dès 2022. En France, 11,5 GW de projets solaires sont en cours d’instruction à fin 2021 (dont 3 GW avec convention de raccordement signée), 13,5 GW de projets éoliens (dont 3,5 GW) et près de 1000 projets de production de biométhane injecté (avec une capacité estimée à 19 GWh/an).

- **Lever les barrières au développement de l’énergie citoyenne et aux communautés énergétiques**, et inciter les États membres à mettre en œuvre des plans d’actions opérationnels pour favoriser l’investissement des citoyens, collectivités locales et PME locales aux projets d’énergie renouvelable.
- **Permettre et inciter les États membres à développer des mécanismes de soutien adaptés aux contextes territoriaux** en mobilisant tous les leviers permis par les lignes directrices aux aides d’Etat, pour faciliter le développement de projets communs et une meilleure adhésion locale aux projets.
- **Déployer activement des panneaux solaires photovoltaïques sur les toitures** et inciter les États membres, régions et collectivités locales à aller vers l’obligation de solarisation des bâtiments neufs et réhabilités : l’Agence Internationale de l’Énergie estime qu’un soutien public d’environ 3 milliards d’euros d’investissements pourrait doubler le rythme des investissements (par rapport aux prévisions du scénario de base de l’AIE) et augmenter la production annuelle solaire en toiture de 15 TWh. Le photovoltaïque sur les toitures pourrait produire 25 % de l’électricité de l’Union européenne.
- **Accélérer la sortie des énergies fossiles dans l’industrie et leur substitution par des énergies renouvelables** grâce à de nouveaux objectifs sectoriels<sup>19</sup> :
  - 100 % d’énergies renouvelables pour les procédés nécessitant des températures faibles et moyennes en 2030.
  - 50 % d’hydrogène issu des énergies renouvelables d’ici 2030 pour les procédés industriels les plus difficiles à décarboner.

## 4. L’efficacité énergétique et la rénovation performante des bâtiments, la priorité

Pour moins dépendre du gaz fossile, du pétrole et du charbon, il faut investir dans la rénovation des bâtiments et dans l’efficacité énergétique. **En Europe, les bâtiments sont responsables de 40 % de la consommation d’énergie.** C’est dans ce domaine que les économies d’énergies pourraient être les plus efficaces. Cela passe par des investissements dans la rénovation énergétique performante des bâtiments. Aujourd’hui, elle ne concerne que **0,2 % des bâtiments par an alors qu’elle devrait s’établir autour de 3 % par an** pour respecter la trajectoire de neutralité climatique.

- **Porter un objectif d’efficacité énergétique** d’au moins 45 % de baisse de la consommation d’énergie d’ici à 2030.
- **Atteindre le triplement du taux annuel de rénovation énergétique** grâce à un plan d’investissement, et augmenter drastiquement la performance des rénovations.

<sup>19</sup> Carbone 4, [Transition énergétique : combien de guerres avant d’agir ?](#), mars 2022.

- **Mobiliser les leviers réglementaires et d'investissement pour développer la chaleur et le froid renouvelable dans le bâtiment et l'urbanisme** (réseaux de chaleur, pompes à chaleur, bois énergie, géothermie, solaire thermique, ...) et les rendre compétitifs face aux énergies fossiles.
- Instaurer une obligation de rénovation performante des bâtiments (au niveau BBC ou équivalent), **en commençant par l'éradication des passoires thermiques d'ici 2030.**
- **Éliminer progressivement les systèmes de chauffage fossiles** (chaudières au gaz fossile ou au fioul domestique) en parallèle de la rénovation performante des bâtiments.

## 5. Accélération de la fin de vente des véhicules diesels, essences, hybrides neufs

Deux tiers de la demande de pétrole en Europe provient du secteur du transport, en particulier du secteur routier<sup>20</sup>. Accélérer la transformation du secteur automobile est crucial pour réduire la dépendance des Européens aux importations de pétrole. La révision du règlement sur les standards d'émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules légers est une opportunité d'accélérer la bifurcation vers le véhicule à faible émission, en particulier électrique. Il a prouvé son efficacité : **en 2021, 1 immatriculation sur 11 est électrique en Europe**<sup>21</sup>.

- **Avancer à 2030 la date de fin de vente des véhicules essences, diesels et hybrides neufs** pour maximiser nos chances d'atteindre nos objectifs climatiques et accélérer le sevrage des énergies fossiles dans les transports. La Belgique, le Danemark, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suède soutiennent d'ores-et-déjà cette date.
- **S'assurer qu'au minimum 50 % des nouveaux véhicules en 2025 soient à faible émission.**
- **Supprimer le paramètre de masse** qui favorise les producteurs de voitures lourdes en assouplissant les obligations d'émissions auxquelles ils doivent se conformer. Les véhicules les plus lourds devront être pénalisés.
- **Mettre en place des mesures exceptionnelles à destination des ménages les plus modestes pour aider à l'acquisition d'un véhicule électrique : recentrer et augmenter la prime à la conversion à destination des ménages les plus modestes en créant un dispositif de super prime à la conversion**, mettre en place sans délai et sur tout le territoire un dispositif de prêt à taux zéro mobilités.
- Pour **ne pas troquer une dépendance aux énergies fossiles par une dépendance aux métaux critiques**, l'Europe doit se doter d'une véritable stratégie pour sécuriser l'approvisionnement en minerais stratégiques et les normes environnementales relatives aux minerais, au recyclage et à la conception des véhicules et des batteries doivent être renforcées.

## 6. Souveraineté alimentaire et réduction des engrais

<sup>20</sup> Cambridge Econometrics, « [Oil Dependency in the EU](#) », mai 2020.

<sup>21</sup> Transport et Environnement, [Battery electric cars climb to 9% of sales, driven by EU targets](#), 2022

La guerre en Ukraine impacte également nos modes de production. En effet, les engrais azotés fabriqués en Europe sont produits à base de gaz importé, dont une partie à base de gaz russe. Une part de l'agriculture française et européenne dépend également du pétrole pour ses machines. **La dépendance aux énergies fossiles est donc un problème alimentaire.**

De plus, l'Ukraine fournit la moitié du maïs importé par l'Europe et jusqu'à 600 000 tonnes de tourteaux de tournesol ukrainiens pourraient manquer à terme à l'élevage français. La Russie est également un gros exportateur de céréales et d'huiles. Or l'élevage français dépend beaucoup des productions de céréales, produites sur le sol français (et notamment dépendant des engrais azotés de synthèse) ou importés. Avec les hausses des prix du gaz et les hausses des prix des importations agricoles (la Russie et l'Ukraine étant deux exportateurs importants de céréales et d'huiles), la France est à nouveau coincée par sa dépendance à des nations étrangères. Dans ce contexte, les deux principaux leviers sont donc de diminuer la place de l'élevage industriel dans l'agriculture et l'alimentation européenne, ce qui permettrait de dégager des marges de manœuvre sur les stocks de céréales, et de diminuer notre dépendance aux engrais azotés de synthèse. Ces changements doivent se faire en accord avec les engagements existants prévus à l'échelle européenne, notamment la **stratégie « De la ferme à la fourchette »**. Cela doit passer par une relève de l'ambition agroécologique des Plans stratégiques nationaux.

- **Fixer un objectif de réduction d'au moins 30 % d'engrais azotés en 2030 par rapport à 2018.**
- **Investir dans le développement de légumineuses en Europe, prévoir au moins un milliard d'euros pour développer la filière en France.**
- **Soutenir les modes de production autonomes et économes, notamment l'agriculture biologique** (dont le cahier des charges interdit l'utilisation des engrais azotés de synthèse).
- **Enclencher une transition du secteur de l'élevage vers le « moins et mieux »** en soutenant financièrement, à travers des aides ciblées, les élevages les plus durables et les plus autonomes vis-à-vis des importations de grains, et en particulier les élevages pâturants pour les ruminants. Ajouter dans le plan stratégique national (déclinaison de la PAC en France) le critère « pâturage » à l'aide couplée bovin.

## 7. Lever les investissements nécessaires à la transition

Afin de mettre en œuvre la transition écologique en Europe et de rompre avec la dépendance de l'Union européenne aux énergies fossiles, des investissements colossaux sont nécessaires. La Commission européenne indique en effet qu'il faudrait engager **au moins 520 milliards d'euros d'investissements publics et privés supplémentaires par an pour la transition verte<sup>22</sup>**, et la Cour des

---

<sup>22</sup> Commission européenne, « Communication from the Commission to the European parliament, the Council, the European Central Bank, the European Economic and Social Committee, the Committee of the Regions - The EU economy after COVID-19: implications for economic governance », 19 octobre 2021. Site de la Commission européenne, valide au 14 janvier 2022.

[https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/economy-finance/economic\\_governance\\_review-communication.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/economy-finance/economic_governance_review-communication.pdf)

Comptes européenne estime qu'il faudrait 1 000 milliards d'euros par an, jusqu'en 2050 pour atteindre les objectifs du « Fit for 55<sup>23</sup> ».

- **Utiliser les revenus du marché carbone (ETS) pour des investissements de court-terme** : le marché carbone européen a généré 30 milliards d'euros de revenus en 2021. Les États membres peuvent faire des investissements sur le court-terme en canalisant 100 % de ces revenus vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.
- **Revoir la taxonomie européenne pour exclure le gaz fossile et le nucléaire** : le projet d'inclusion du gaz fossile et de nucléaire dans la taxonomie verte européenne n'est pas fondé scientifiquement, ces deux énergies ne remplissant pas les critères de durabilité. Outre la manipulation et politisation de la science pour faire croire que le gaz est durable d'un point de vue environnemental, ce projet est une double erreur politique: il va détourner des milliards d'euros qui pourraient aller à la transition vers le gaz fossile et le nucléaire et va maintenir l'Europe dans la dépendance au gaz importé. Ce projet doit être abandonné au regard de la crise énergétique majeure qui frappe l'Europe.
- **Libérer les investissements « verts » des États membres à travers une réforme du Pacte de Stabilité et de Croissance** : la seule réorientation des investissements ne saurait être suffisante pour la transition écologique. Libérer la capacité des États membres à investir dans la transition écologique est urgent. Seule une modification des règles budgétaires européennes et du Pacte de Stabilité et de Croissance, aujourd'hui suspendues, permettra de sortir de l'impasse qui impose aux Européens de se conformer à la fois aux objectifs climatiques et aux règles budgétaires. La mise en place d'une règle d'or verte sur les dépenses en faveur du climat et de l'environnement, qui exclurait ces dépenses des règles du plafond de déficit est nécessaire.
- Enfin, face à la situation, il est urgent que **le gouvernement français exige la fin de toute participation industrielle et financière de TotalEnergies en Russie.**

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le dérèglement climatique



<sup>23</sup> European Court of Auditors, "Sustainable finance: More consistent EU action needed to redirect finance towards sustainable investment", September 20th, 2021, p.7.

[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21\\_22/SR\\_sustainable-finance\\_EN.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21_22/SR_sustainable-finance_EN.pdf)